

2 Politique

Gabon/Guinée équatoriale

Ali Bongo Ondimba hôte de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo

O. N. (sources : PR*)

Libreville/Gabon

Poursuivant sa tournée dans l'espace CEEAC, le président de la République s'est rendu à Malabo (Guinée équatoriale) samedi dernier. Parmi les principaux temps forts de cette visite, on peut noter son entretien en tête-à-tête avec son homologue équato-guinéen.

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, par ailleurs président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), était à Malabo, en Guinée équatoriale, samedi dernier. Cette visite rentre dans le cadre de la tournée qu'il entreprend, depuis le 13 février courant, dans l'espace CEEAC. Laquelle l'a déjà conduit, tour à tour, à Kigali (Rwanda), Luanda (Angola), Brazzaville (Congo) et à Kinshasa (République démocratique du Congo).

Le séjour du chef de l'Etat à Malabo, où il a été accueilli à sa descente d'avion par son homologue de Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, aura connu plusieurs temps forts. Parmi ceux-ci, un entretien en tête-à-tête, au palais présidentiel, avec son hôte. Parmi les sujets à l'ordre du jour de cet entretien, on note, entre autres, les



Photo : Presse Présidentielle

Les deux chefs d'Etat, peu après l'arrivée à Malabo du numéro un gabonais.



Photo : Presse Présidentielle

Une phase de l'entretien entre les présidents Ali Bongo Ondimba et son homologue équato-guinéen Obiang Nguema Mbasogo.

questions relatives à la paix et la sécurité dans la CEEAC. Occasion pour les deux hommes de "condamner toute tentative de déstabilisation dans la

sous-région". On sait que le pouvoir équato-guinéen a fait l'objet, il y a quelques mois, d'une tentative de coup d'Etat, de la part des mercenaires étrangers

dont certains seraient ressortissants des pays de la sous-région...

Les présidents Ali Bongo Ondimba et Teodoro Obiang Nguema Mbasogo

ont également insisté sur la nécessité d'accélérer les réformes en cours au sein de la CEEAC. Cela, en mettant un accent particulier sur les projets impliquant les secteurs privés de chaque Etat membre. En outre, en sa qualité de président en exercice de cette organisation sous-régionale, le numéro un gabonais n'a pas manqué de saisir l'opportunité à lui offerte, pour adresser une invitation à son hôte, pour prendre part à la prochaine réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (COPAX). Laquelle est prévue pour les 05 et 06 mars prochains dans la capitale gabonaise.

Par ailleurs, les présidents gabonais et équato-guinéen ont aussi évoqué la coopération entre leurs deux pays. Laquelle a été jugée "excellente" par les deux chefs d'Etat. Non sans émettre le vœu de raffermir l'axe Libreville-Malabo, par le biais des consultations régulières sur les questions d'intérêt commun.

Soulignons que N'Djamena (Tchad) constituera, le 26 février 2018 prochain, la prochaine étape de cette tournée du président Ali Bongo Ondimba dans l'espace CEEAC.

* Présidence de la République

Brèves

Les "Rpgistes" en conclave

LE Rassemblement pour le Gabon (RPG) a tenu, le week-end écoulé, son cinquième Conseil ordinaire. Les assises ont eu lieu au siège dudit parti, sis au quartier Petit-Paris, dans le troisième arrondissement de Libreville. Ces travaux qui étaient présidés par le nouveau numéro un du RPG, Jean-Nestor Nguéma Mbane, ont également vu la participation du fondateur de ladite formation politique, Paul Mba Abesole, qui a récemment décidé de passer la main. Parmi les points inscrits à l'ordre du jour de ce conclave, l'examen et le vote du budget. Nous y reviendrons.

• Et voici les candidats de l'ACR à Ndendé !

A la tête d'une délégation de son parti, le président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), Bruno Ben Moubamba, était dans le chef-lieu de la Dola (Ndendé), le week-end dernier. Point saillant de ce séjour, la cérémonie de présentation des candidats de l'ACR aux prochaines élections législatives prévues pour le 28 avril prochain au plus tard. Il s'agit de Roger Mouloungui, son ancien directeur de cabinet lorsqu'il siégeait aux gouvernements "Isozoze Ngondet I et II". Ce dernier aura comme suppléante, Mme Rosette Koumba. Nous y reviendrons.

Suite aux agissements du "collège des vice-présidents" de DN

Un évènement marginal selon le directoire du parti

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

Le porte-parole de Démocratie nouvelle (DN), Jonathan Ndoutoume Ngome, l'a relevé samedi dernier au cours d'une conférence de presse qu'il a animée au siège de cette formation politique. Il a également donné l'avis de DN sur la situation entre l'entreprise Veolia et l'Etat gabonais.



Photo : Martina ADA Metoule

L'évènement «marginal» a, malgré tout, conduit le porte-parole de Démocratie nouvelle, Jonathan Ndoutoume (au centre, lisant son propos liminaire) à animer une conférence de presse.

LE porte-parole de Démocratie nouvelle (DN) s'est exprimé le week-end dernier sur, entre autres sujets, ce qu'il a appelé la "prétendue" crise au sein de son parti politique. Face à la presse nationale et internationale, Jonathan Ndoutoume Ngome a laissé entendre : "il n'en est rien". Pour le directoire de cette formation politique dite de l'opposition "républicaine", ces agissements de la part du collège des vice-présidents sont "considérés comme un évènement marginal". Cela d'autant que, à en croire l'orateur, les rai-

sons évoquées par ces derniers ne sont pas justifiées. Le porte-parole de DN a indiqué aux journalistes que, s'agissant de la tenue du congrès pour lequel les membres du collège des vice-présidents disent ne pas avoir été consultés, plusieurs éléments prouvent le contraire. J'ai ici, a dit le natif de Mitzic, "les éléments confirmant que les réfractaires ont pris part aux réunions préparatoires du congrès. Et d'ajouter : "Vous avez par exemple ici la fiche de présence et compte rendu de la réunion du 15 décembre 2017 qui prouvent qu'ils

ont bien pris part puisqu'ils ont émargé".

Jonathan Ndoutoume Ngome a en plus évoqué le détournement de fonds de la commission préparatoire. "Le président avait émis un chèque de sept cent mille francs CFA pour les besoins d'intendance de cette commission préparatoire, a-t-il dit. Cet argent a été détourné par le porte-parole de cette commission, Mathieu Obame Etouge. Lorsque les comptes lui ont été demandés sur ces fonds, il a laissé entendre que sa voiture a été vandalisée et l'argent ainsi dérobé". Et le



Photo : Martina ADA Metoule

Vue partielle des journalistes et militants de Démocratie nouvelle à la conférence de presse.

conférencier de déduire : "voici la raison de la rupture, si rupture il y a". Aussi, le directoire de DN estime-t-il que ces membres du "collège des vice-présidents" ont "certainement" d'autres motivations. Selon l'orateur, "ils sont peut-être encouragés par quelques acteurs politiques. Cela dénote du caractère instable de ceux-là, lorsque vous parcourez en moins de dix ans huit ou neuf partis politiques, c'est le cas de quelques-uns des vice-présidents".

S'agissant du procès qui est

fait par le collège des vice-présidents à DN d'être un parti provincial, son porte-parole, tout en le réfutant, a expliqué que toute organisation a une base. Cette situation, a-t-il relevé, "n'est pas nouvelle et inhérente à DN. Chaque parti a sa base ; chaque parti se crée sur la base d'une origine (...)". Abordant les échéances électorales d'avril prochain, le conférencier a réaffirmé sa participation aux prochaines Législatives. Aussi, dans son ambition d'avoir un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, le parti di-

rigé par René Nde-mezo'Obiang entend présenter un "maximum de candidats où nous savons que nous pouvons remporter". Telle est l'ambition de DN qui n'a pas manqué de penser à l'éventualité d'une alliance à l'Assemblée nationale. Sauf que, précise Jonathan Ndoutoume Ngome, "nous sommes prêts à faire des alliances avec les partis progressistes et non, avec ceux de la résistance. Nous ne sommes pas prêts à faire alliance avec ceux qui pensent que le Gabon est occupé par une force étrangère". Enfin, sur la situation qui prévaut entre l'entreprise Veolia et l'Etat gabonais, DN a marqué son "soutien total" face à la position du gouvernement. Cela, "au regard des griefs qui sont faits à l'encontre de cette entreprise". Aussi, le ministre Patrick Eyogo Edzang, par ailleurs militant de ce parti, a-t-il été félicité pour "son courage et sa maîtrise du dossier".